

Tony Judt

APRÈS GUERRE

Une histoire de l'Europe depuis 1945

*Traduit de l'anglais
par Pierre-Emmanuel Dauzat*



ARMAND COLIN

Du même auteur, en français

La Reconstruction du Parti socialiste, 1921-1926, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.

Le Marxisme et la gauche française, 1830-1981, trad. P.-E. Dauzat, Hachette, 1987.

Un Passé imparfait. Les intellectuels en France, 1944-1956, trad. P.-E. Dauzat, Fayard, 1992.

La Responsabilité des intellectuels. Blum, Camus, Aron, trad. J.-Fr. Sené, Calmann-Lévy, 2001.

La Politique de Babel : du monolinguisme d'État au plurilinguisme des peuples, Karthala, 2002 (ouvrage dirigé par, en collaboration avec Denis Lacorne).

Postwar : A History of Europe since 1945

©Tony Judt, 2005. All rights reserved.

©Armand Colin, Paris, 2007, pour la traduction française.

Internet : [http : //www.armand-colin.com](http://www.armand-colin.com)

Cartographie : Jean-Pierre Magnier

ISBN : 978-2-2002-34617-1

Préface et remerciements

L'Europe est le plus petit des continents. En vérité, elle n'est pas même un continent : un simple appendice sous-continental de l'Asie. L'Europe entière, à l'exclusion de la Russie et de la Turquie, comprend juste 5,5 millions de km² : moins des deux tiers de la superficie du Brésil, à peine plus que la moitié de la Chine ou des États-Unis. Elle est un nain en comparaison du géant russe, avec ses 17 millions de km². En revanche, par l'intensité de ses différences et contrastes intérieurs, l'Europe est unique. Aux dernières nouvelles, elle comprenait quarante-six pays. La plupart consistent en États-nations possédant leurs langues propres ; nombre d'entre eux incorporent des nations et des langues supplémentaires sans États ; tous ont leurs histoires, leurs systèmes politiques, leurs cultures et leurs mémoires qui se chevauchent tout en restant distinctes ; et chacun d'eux a été abondamment étudié. Même pour la courte période des soixante années d'histoire européenne écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale – en vérité, surtout pour cette période –, la littérature secondaire en anglais est inépuisable.

Nul ne saurait donc aspirer à écrire une histoire réellement exhaustive ou définitive de l'Europe contemporaine. En ce qui me concerne, la proximité m'est un handicap supplémentaire : né peu après la fin de la guerre, je suis contemporain de la plupart des événements décrits dans ce livre et puis me souvenir d'avoir suivi ou observé – quand je n'y ai pas pris part – une bonne partie de cette histoire à mesure qu'elle se déroulait. M'est-il de ce fait plus facile, ou plus difficile, de comprendre l'histoire de l'Europe après-guerre ? Je ne sais. Ce que je sais, en revanche, c'est que cette proximité rend parfois très difficile à trouver la bonne distance qu'on attend de l'historien.

Ce livre ne prétend pas à ce détachement olympien. Sans pour autant, je l'espère, délaissier l'objectivité et l'équité, *Après-guerre* propose une interprétation ouvertement personnelle du passé européen récent. Pour employer un mot qui a acquis des connotations péjoratives imméritées, c'est un livre *d'opinions*. Certains de ses jugements seront peut-être controversés, d'autres se révéleront faux. Tous sont faillibles. Pour le meilleur ou pour le pire, ce sont les miens, comme toutes les erreurs qui ont pu se glisser dans un ouvrage de cette longueur et de cette ampleur. Mais si les erreurs sont jugulées, et qu'au moins une partie des évaluations et des conclusions de ce livre s'avèrent durables, je le dois dans une large mesure aux nombreux

spécialistes et amis à qui je m'en suis remis au cours de mon travail de recherche et d'écriture.

Un livre de cette nature repose, en tout premier lieu sur les épaules d'autres livres¹. Parmi les classiques de l'histoire contemporaine dans lesquels j'ai cherché une source d'inspiration et un exemple, je citerai Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes* ; George Lichtheim, *Europe in the Twentieth Century* ; A. J. P. Taylor, *English History, 1914-1945* ; et *Le Passé d'une illusion* du regretté François Furet. Très différents à tout autre égard, ces ouvrages et leurs auteurs partagent une assurance née d'un vaste savoir et le genre d'aplomb intellectuel qu'on trouve rarement chez leurs successeurs – aussi bien qu'une clarté de style qui devrait être un modèle pour tout historien.

Parmi les chercheurs dont les travaux sur l'histoire européenne récente m'ont le plus appris, je dois particulièrement mentionner et remercier Harold James, Mark Mazower et Andrew Moravcsik. L'empreinte de leur œuvre sera claire dans les pages qui suivent. Comme quiconque étudie l'Europe moderne, j'ai contracté une dette particulière envers Alan S. Millward et ses études savantes et iconoclastes de l'économie d'après-guerre.

Si je puis revendiquer quelque familiarité avec l'histoire de l'Europe centrale et orientale – sujet souvent négligé par les histoires générales de l'Europe, écrites en fait par des spécialistes de la moitié occidentale du continent –, je le dois au travail d'une talentueuse cohorte de jeunes chercheurs, dont Brad Abrams, Catherine Merridale, Marci Shore et Timothy Snyder, aussi bien qu'à mes amis Jacques Rupnik et István Deák. De Timothy Garton Ash, j'ai beaucoup appris non seulement sur l'Europe centrale, sujet qu'il a fait sien depuis de longues années, mais aussi et surtout sur les deux Allemagne au temps de l'*Ostpolitik*. Au fil de longues années de conversation avec Jan Gross – et grâce à ses écrits pionniers –, j'ai appris non seulement un peu d'histoire polonaise, mais aussi à comprendre les conséquences sociales de la guerre – un sujet sur lequel Jan a écrit avec une intuition et une humanité sans égales.

Les sections de ce livre sur l'Italie sont clairement redevables au travail de Paul Ginsborg, tout comme les chapitres traitant de l'Espagne reflètent ce que j'ai appris en lisant et en écoutant le remarquable Victor Perez-Diaz. À eux deux, et à Annette Wieviorka – dont la magistrale analyse de la réponse ambivalente de la France d'après-guerre à l'Holocauste, *Déportation et génocide*, a profondément marqué mon explication de cette histoire troublée –, je dois des remerciements particuliers. Mes réflexions finales sur « l'Europe comme mode de vie » ont été très influencées par les écrits d'une brillante juriste internationale, Anne-Marie Slaughter, dont le travail sur les « États désagré-

1. Dans les chapitres qui suivent, les notes en bas de page sont, pour la plupart, de type traditionnel : autrement dit, elles commentent le texte plutôt qu'elles n'identifient une source. On trouvera une bibliographie générale en fin de volume.

gés » plaide avec force pour la forme de gouvernance internationale de l'Union européenne : non qu'elle soit intrinsèquement meilleure ou qu'elle représente un modèle idéal, mais parce que, dans le monde qui est le nôtre, rien d'autre ne marchera.

À travers l'Europe entière, amis, collègues et auditoires m'en ont appris infiniment plus sur le passé récent du continent que je n'en aurais jamais pu glaner dans les livres et les archives. Je suis particulièrement reconnaissant à Krzysztof Czyzewski, Peter Kellner, Ivan Krastev, Denis Lacorne, Krzysztof Michalski, Mircea Mihaes, Berti Musliu, Susan Neiman et David Travis de leur hospitalité et de leur aide. Je sais gré à Istvan Rév de sa précieuse insistance à me rappeler que, si désagréable que fût l'expérience, je devais visiter la Maison de la Terreur à Budapest. À New York, mes amis et collègues Richard Mitten, Katherine Fleming et Jerrold Seigel ont été généreux de leur temps et de leurs idées. Dino Buturovic a eu la gentillesse d'éplucher mon tableau de l'imbroglia linguistique yougoslave.

Je sais gré aux doyens successifs de la Faculty of Arts & Sciences de New York University – Philip Furmansky, Jess Benhabib et Richard Foley – d'avoir soutenu ma propre recherche ainsi que le Remarque Institute, que j'ai fondé afin d'encourager d'autres à étudier l'Europe et à en discuter. Je n'aurais pu développer le Remarque Institute – qui a accueilli nombre des ateliers et conférences où j'ai tant appris – sans l'aide et la protection généreuses d'Yves-André Istel ; et je n'aurais pu écrire ce livre tout en dirigeant Remarque sans la collaboration de sa directrice administrative, Jair Kessler, toujours d'humeur égale et d'une extrême efficacité.

Comme tant d'autres, je suis profondément redevable à l'amitié et aux conseils de mes agents Andrew Wylie et Sarah Chalfant ; ils ont indéfectiblement soutenu un projet qui a demandé plus de temps – et pris plus d'ampleur – qu'ils n'auraient jamais pu le prévoir. En remerciant mes éditeurs, Ravi Mirchandani et Scott Moyers, je me dois de saluer tout spécialement Scott et sa collègue, Jane Fleming, de Penguin Press, à New York : ils savent combien je leur suis redevable d'avoir conduit ce livre avec succès jusqu'à la publication. Grâce à l'hospitalité de Leon Wieseltier, quelques-unes des évaluations et opinions qui apparaissent dans les chapitres 12 et 14 ont déjà été publiées, sous forme d'essai, dans les remarquables pages « arts » qu'il cultive à la fin de *The New Republic*. Sur un plan professionnel, je ne suis redevable à personne plus qu'à Robert Silvers, rédacteur en chef hors pair de *The New York Review of Books*, qui au fil des ans m'a encouragé à écumer un champ politique et historique toujours plus vaste, avec tous les risques et bénéfices qu'implique pareil aventurisme.

Ce livre a largement bénéficié de la contribution de mes étudiants à New York University. Certains d'entre eux – en particulier, les Dr. Paulina Bren, Daniel Cohen, désormais à Rice University, et Nicole Rudolph – ont nourri

ma compréhension de la période à travers leurs propres recherches historiques, qu'ils verront reconnues dans ces pages. D'autres – Jessica Cooperman et Avi Patt – ont accompli un précieux travail d'assistants. Michelle Pinto, avec Simon Jackson, s'est transformée, sans un murmure, en talentueuse chercheuse d'images ; c'est elle qui a retrouvé nombre des illustrations les plus engageantes, notamment le Lénine emmailloté qui agrémente la fin de la III^e Partie. Alex Molot a diligemment identifié et accumulé les statistiques et rapports, publiés ou inédits, dont un livre de ce genre est inévitablement et très naturellement tributaires. Je n'aurais absolument pas pu l'écrire sans eux.

Ma famille vit depuis bien longtemps en compagnie de l'Europe de l'après-guerre : dans le cas de mes enfants encore jeunes, depuis le début de leur vie. Non seulement ils ont toléré les absences, voyages et obsessions auxquelles le livre a donné naissance, mais ils ont fait des contributions signalées à son contenu. À Daniel, le livre doit son titre ; à Nicholas, le rappel que les bonnes histoires ne connaissent pas toutes un heureux dénouement. Ce livre doit aussi énormément à ma femme, Jennifer, et notamment deux lectures très soignées et constructives. Mais son auteur lui doit beaucoup, beaucoup plus. *Après-guerre* lui est dédié.

Note sur la traduction française

Suivant l'usage en France, nous avons rajouté quelques notes en bas de pages, quasiment absentes de l'édition originale, afin d'identifier la source des citations les plus importantes. Pour beaucoup de citations concernant l'histoire culturelle, singulièrement de la France, le lecteur trouvera les références complètes dans les autres ouvrages de l'auteur traduits en français.

Toutes les notations entre crochets sont des ajouts du traducteur.

Conformément aux vœux de l'auteur, et à l'exemple de l'édition *paperback* de l'automne 2006 en langue anglaise, la version française est suivie d'une bibliographie mise à jour et adaptée pour le lecteur français.

P.-E. D.

Introduction

*« Toute époque est un sphinx qui plonge
dans l'abîme sitôt l'énigme résolue. »*

Heinrich Heine

*« Les circonstances, que certains messieurs tiennent pour rien,
donnent en réalité à tout principe politique sa couleur distinctive
et son effet discriminant. »*

Edmund Burke

« Les événements, mon cher, les événements. »

Harold Macmillan

*« L'histoire universelle n'est pas le lieu de la félicité.
Les périodes de bonheur y sont ses pages blanches. »*

Georg Wilhelm Friedrich Hegel

J'ai pris la décision d'écrire ce livre en changeant de train à la Westbahnhof, le principal terminus ferroviaire de Vienne. C'était en décembre 1989, un moment propice. Je rentrais de Prague, où les dramaturges et historiens du *Forum civique* de Vaclav Havel délogeaient un État policier communiste et jetaient dans les poubelles de l'histoire quarante années de « socialisme réellement existant ». Quelques semaines plus tôt, contre toute attente, une brèche avait été ouverte dans le Mur de Berlin. En Hongrie comme en Pologne, tout le monde relevait les défis de la politique postcommuniste : l'ancien régime – encore tout-puissant quelques mois plus tôt – sombrait dans l'insignifiance. Le parti communiste de Lituanie venait de se déclarer pour l'indépendance immédiate vis-à-vis de l'Union soviétique. Et dans le taxi qui me conduisait à la gare, la radio autrichienne donna les premières nouvelles d'un soulèvement contre la dictature népotiste de Nicolae Ceausescu, en Roumanie. Un séisme politique ébranlait la topographie figée de l'Europe d'après la Seconde Guerre mondiale.

Une époque s'achevait. Une nouvelle Europe naissait. C'était on ne peut plus clair. Mais avec la disparition de l'ordre ancien, de nombreux postulats reçus de longue date allaient être remis en question. Ce qui avait jadis paru permanent et plus ou moins inévitable devait revêtir un caractère plus transitoire. L'affrontement de la guerre froide, le schisme séparant l'Est de l'Ouest,

la lutte opposant « communisme » et « capitalisme », les histoires hermétiquement séparées d'une Europe occidentale prospère et des satellites du bloc soviétique, à l'est : il n'était plus possible d'y voir les produits d'une nécessité idéologique ou de la logique d'airain de la politique. C'étaient des accidents de l'histoire, et l'histoire était en train de s'en débarrasser.

L'avenir de l'Europe semblerait très différent – de même que son passé. Rétrospectivement, on verrait désormais dans les années 1945-1989 non pas le seuil d'une époque nouvelle, mais plutôt un âge intermédiaire : une parenthèse de l'après-guerre, les effets inachevés d'un conflit qui se termina en 1945, mais dont l'épilogue avait duré encore un demi-siècle. Quelque forme que l'Europe dût prendre dans les années à venir, l'histoire familière et bien ordonnée de ce qui s'était produit avant avait à jamais changé. Quant à moi, en ce mois de décembre glacial en Europe centrale, il me parut évident que l'histoire de l'après-guerre européen demandait à être réécrite.

Le moment était propice ; le lieu aussi. Vienne, en 1989, était un palimpseste des passés compliqués, et qui se chevauchaient, de l'Europe. Dans les premières années du *xx^e* siècle, Vienne *était* l'Europe : le cœur fertile et énervé, qui se berçait d'illusions, d'une culture et d'une civilisation au seuil de l'apocalypse. Entre les deux guerres, réduite de l'état de glorieuse métropole impériale à celui de capitale rétrécie et appauvrie d'un minuscule État-croupion, Vienne connut une disgrâce progressive jusqu'à finir en avant-poste provincial d'un empire nazi auquel la plupart de ses citoyens prêtèrent serment avec enthousiasme.

Après la défaite de l'Allemagne, l'Autriche tomba dans le camp occidental, se voyant attribuer le statut de « première victime » de Hitler. Cette aubaine doublement imméritée autorisa Vienne à exorciser son passé. Son allégeance nazie opportunément oubliée, la capitale autrichienne – une ville « occidentale » entourée par l'Europe « orientale » soviétique – acquit une identité nouvelle de jockey et de représentant du monde libre. Pour ses anciens sujets maintenant pris au piège en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie et en Yougoslavie, Vienne représentait l'« Europe centrale » : une communauté imaginaire à la civilité cosmopolite que les Européens avaient tant bien que mal fourvoyée au cours du siècle. Dans les années d'agonie du communisme, la ville était devenue une sorte de poste d'écoute de la liberté, un lieu rajeuni de rencontres et de départs pour les Européens de l'Est se réfugiant en Occident et les Occidentaux jetant des ponts vers l'Est.

Vienne, en 1989, était donc un bon endroit d'où « penser » l'Europe. L'Autriche incarnait tous les attributs légèrement auto-satisfaits de l'Europe occidentale de l'après-guerre : prospérité capitaliste étayée par un État-providence richement doté ; paix sociale garantie grâce à des emplois et des à-côtés libéralement distribués dans les principaux groupes sociaux et partis politiques ; sécurité extérieure assurée par la protection implicite du parapluie

nucléaire occidentale, tandis que l'Autriche elle-même affichait avec suffisance sa « neutralité ». Dans le même temps, par-delà la Leitha et le Danube, à quelques kilomètres plus à l'est, s'étendait l'« autre » Europe de la lugubre pauvreté et de la police secrète. La distance séparant les deux trouvait un excellent résumé dans le contraste entre l'énergique et dynamique Westbahnhof, d'où les hommes d'affaires et les vacanciers embarquaient dans des trains aérodynamiques à grande vitesse à destination de Munich, Zurich ou Paris ; et la sinistre et rébarbative Südbahnhof : rendez-vous pouilleux et miteux, vaguement menaçant, d'étrangers impécunieux qui descendaient de trains crasseux en provenance de Budapest ou de Belgrade.

De même que les deux principales gares de la ville reconnaissaient involontairement le schisme géographique de l'Europe – l'une tournée avec optimisme et profit vers l'ouest quand l'autre valait concession négligente à la vocation orientale de Vienne –, les rues mêmes de la capitale autrichienne attestaient l'abîme de silence qui séparait le tranquille présent de l'Europe de son fâcheux passé. Les édifices imposants et majestueux qui bordent la grande Ringstrasse étaient un rappel de la vocation jadis impériale de Vienne – bien que le Ring lui-même parût d'une certaine façon trop grand et trop vaste pour servir de simple artère aux banlieusards qui font quotidiennement la navette dans une capitale européenne de taille moyenne – et, à juste raison, la ville était fière de ses édifices publics et de ses espaces civiques. En vérité, Vienne aimait à invoquer ses gloires anciennes. En revanche, s'agissant d'un passé plus récent, elle était franchement réticente.

Et la ville n'était jamais plus réticente qu'envers les Juifs qui avaient jadis occupé maint édifice du centre-ville et apporté des contributions décisives à l'art, la musique, le théâtre, la littérature, le journalisme et les idées qui *firent* Vienne à son apogée. La violence même avec laquelle les Juifs de Vienne avaient été chassés de leurs foyers, expédiés depuis la ville vers l'est et effacés de sa mémoire aidaient à expliquer ce calme coupable du présent viennois. La Vienne d'après-guerre – comme l'Europe occidentale d'après-guerre – était un édifice imposant couronnant un passé indicible. Pour une bonne part, le pire de ce passé avait eu lieu dans des terres tombées sous la coupe des Soviétiques, et c'est bien pourquoi il fut si facile de l'oublier, à l'Ouest, ou de le refouler, à l'Est. Avec le retour de l'Europe orientale, le passé ne serait pas moins indicible : désormais, cependant, on aurait inévitablement à en parler. Après 1989, plus rien ne serait jamais pareil : ni l'avenir, ni le présent ni, par-dessus tout, le passé.

Si c'est en décembre 1989 que j'ai décidé d'entreprendre une histoire de l'Europe d'après-guerre, l'écriture n'a commencé qu'après de longues années. Des circonstances se sont interposées. Avec le recul, ce fut heureux : maintes choses qui sont devenues un peu plus claires aujourd'hui étaient encore obscures en ce temps-là. Les archives se sont ouvertes. Les inévitables confusions

qui accompagnent une transformation révolutionnaire se sont dissipées et, du moins pour certaines, les conséquences à plus long terme du bouleversement de 1989 sont maintenant intelligibles. Et les répliques du séisme de 1989 ont tardé à se calmer. Quand je retournai à Vienne, la ville était aux prises avec des dizaines de milliers de réfugiés de la Croatie et de la Bosnie voisines.

Trois années après, l'Autriche abandonna son autonomie soigneusement cultivée d'après-guerre et rejoignit l'Union européenne, dont l'émergence en tant que force dans les affaires européennes fut une conséquence directe des révolutions est-européennes. Visitant Vienne en octobre 1999, je trouvai la Westbahnhof couverte d'affiches du parti de la Liberté de Jörg Haider, qui, malgré son admiration déclarée pour les « hommes honorables » des armées nazies qui « accomplirent leur devoir » sur le front est, obtint 27 % des voix cette année-là en exploitant l'angoisse et l'incompréhension de ses concitoyens autrichiens face aux changements intervenus dans leur monde au fil de la dernière décennie. Après un demi-siècle de passivité ou presque, Vienne, comme le reste de l'Europe, était rentrée dans l'histoire.

*

Ce livre traite de l'histoire de l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale et commence donc en 1945 : *Stunde nul*, comme disaient les Allemands, « heure zéro ». Mais comme toute chose, au XX^e siècle, son histoire se ressent de la guerre de trente ans qui commença en 1914, lorsque le continent européen amorça sa descente dans la catastrophe. La Première Guerre mondiale elle-même fut un champ de carnage traumatique pour tous les participants – la moitié des hommes serbes de 18 à 55 ans trouvèrent la mort au combat –, mais elle ne résolut rien. L'Allemagne, contrairement à une croyance largement répandue à l'époque, ne sortit pas anéantie de la guerre ou du règlement de l'après-guerre, sans quoi on aurait peine à expliquer qu'en l'espace de vingt-cinq ans seulement elle ait pu se hisser à une position de domination quasi-totale de l'Europe. En vérité, l'Allemagne n'ayant pas payé ses dettes de la Première Guerre mondiale, le coût de la victoire pour les Alliés excéda celui de la Défaite pour l'Allemagne, qui émergea ainsi relativement *plus forte* qu'en 1913. Le « problème allemand », qui était apparu en Europe avec l'essor de la Prusse une génération auparavant, demeurait irrésolu.

Les petits pays qui émergèrent de l'effondrement des anciens empires en 1918 étaient pauvres, instables et peu sûrs, mais aussi pleins de ressentiment envers leurs voisins. Dans l'entre-deux-guerres, l'Europe comptait de nombreux États « révisionnistes » : la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. Tous étaient sortis défaits de la Grande Guerre et attendaient l'occasion d'un redressement territorial. Après 1918, il n'y eut ni restauration

de la stabilité internationale ni rétablissement de l'équilibre entre les puissances, mais juste un simple intermède né de l'épuisement. La violence de la guerre ne devait pas retomber. Elle se métamorphosa plutôt dans les affaires intérieures : en polémiques nationalistes, préjugés raciaux, affrontements de classes et guerre civile. Dans les années 1920 et surtout les années 1930, l'Europe entra dans une zone crépusculaire entre des lendemains de guerre et l'anticipation du nouveau conflit qui se profilait.

Les conflits intérieurs et les antagonismes interétatiques de l'entre-deux-guerres furent exacerbés – et, dans une certaine mesure, provoqués – par l'effondrement de l'économie européenne qui les accompagna. De fait, la vie économique en Europe essuya dans ces années-là un triple coup. La Première Guerre mondiale infléchit l'emploi intérieur, détruisit le commerce et dévasta des régions entières – sans compter les États en faillite. De nombreux pays – par-dessus tout en Europe centrale – ne se remirent jamais de ses effets. Ceux qui le firent sombrèrent à nouveau dans le marasme des années 1930, quand la déflation, les faillites et les efforts désespérés pour dresser des barrières douanières contre la concurrence étrangère se soldèrent par des niveaux sans précédent de chômage et de gaspillage des capacités industrielles, mais aussi par l'effondrement du commerce international (entre 1929 et 1936, le commerce franco-allemand tomba de 83 %) sur fond d'âpre concurrence et de ressentiment entre États. Puis survint la Seconde Guerre mondiale, dont la Première Partie de ce livre étudie l'impact sans précédent sur les populations *civiles* et les économies intérieures des pays touchés.

L'impact cumulé de ces coups fut de détruire une civilisation. L'ampleur du désastre que l'Europe avait fait s'abattre sur elle sauta aux yeux des contemporains alors même que la catastrophe se produisait. D'aucuns, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite, virent dans l'auto-immolation de l'Europe bourgeoise une occasion de se battre pour quelque chose de mieux. Les années 1930 furent cette « basse et déshonnête décennie » dont parle Auden ; mais elles furent aussi une époque d'engagement et de foi politique, culminant avec les illusions et les vies perdues de la guerre civile espagnole. Ce fut l'été indien des visions révolutionnaires du XIX^e siècle, désormais investies dans les engagements idéologiques violents d'un âge plus sombre : « Rarement le désir d'un nouvel ordre humain fut aussi ardent et répandu que dans l'entre-deux-guerres, mais quelle pitoyable incapacité à se hisser à la hauteur de ces aspirations ! » (Arthur Koestler)

Désespérant de l'Europe, d'aucuns s'enfuirent : d'abord vers les dernières démocraties libérales de l'extrême-ouest européen, puis – s'ils purent sortir à temps – vers les Amériques. Et certains, comme Stefan Zweig ou Walter Benjamin se donnèrent la mort. À la veille de l'ultime descente du continent dans l'abysse, la perspective de l'Europe semblait désespérée. Jamais on ne retrouverait tout ce qui s'était perdu au cours de l'implosion de la civilisation

européenne – une perte dont Karl Kraus et Franz Kafka avaient de longue date perçu les implications dans la Vienne de Zweig. Dans le film classique éponyme de Renoir (1937), *La Grande illusion* de l'époque était le recours à la guerre et aux mythes de l'honneur, des castes et des classes qui l'accompagnaient. En 1940, cependant, pour les Européens attentifs, la plus grande de toutes les illusions de l'Europe – désormais irrémédiablement discréditées – était la « civilisation européenne » elle-même.

Au vu de ce qui s'était passé avant, il est tentant, on le comprend, de raconter le redressement inespéré de l'Europe après 1945 sur le mode de l'autocongratulation, voire sur un ton lyrique. De fait, tel a bien été le thème sous-jacent dominant des histoires de l'Europe d'après-guerre, surtout de celles écrites avant 1989, de même que ce fut le ton adopté par les hommes d'État européens quand ils se penchaient sur leurs propres réalisations au cours de ces décennies. La seule survie puis la résurgence des États séparés de l'Europe continentale après le cataclysme de la guerre totale ; l'absence de conflits interétatiques et l'extension régulière de formes de coopération intra-européenne institutionnalisées ; l'arrachement durable à trente années de marasme économique mais aussi la « normalisation » de la prospérité, de l'optimisme et de la paix : tout se prêtait à l'hyperbole. Le redressement de l'Europe fut un « miracle ». L'Europe « post-nationale » avait tiré les leçons amères de l'histoire récente. Un continent irénique et pacifique avait surgi, « tel un Phénix », des cendres de son passé meurtrier – et suicidaire.

Comme bien des mythes, ce tableau assez flatteur de l'Europe dans la seconde moitié du XX^e siècle contient un noyau de vérité. Mais il pêche largement par omission. L'Europe de l'Est – de la frontière autrichienne à l'Oural, de Tallinn à Tirana – n'y a pas sa place. Ses décennies d'après-guerre furent certainement pacifiques en comparaison de ce qui s'était passé avant, mais ce ne fut que grâce à la présence intempestive de l'Armée rouge ; ce fut une paix de cour de prison, imposée par les chars. Et si les pays satellites du bloc soviétique s'engagèrent dans une coopération internationale superficiellement comparable aux développements de l'Ouest, ce fut uniquement parce que Moscou leur imposa de force des institutions et échanges « fraternels ».

On ne saurait raconter l'histoire des deux moitiés de l'Europe d'après-guerre en les isolant l'une de l'autre. L'héritage de la Seconde Guerre mondiale – mais aussi des décennies de l'avant-guerre et de la guerre qui avait précédé – imposa aux gouvernements et aux peuples de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, un certain nombre de choix draconiens quant à la meilleure façon d'ordonner leurs affaires pour éviter tout retour au passé. Une option – poursuivre l'ordre du jour radical des mouvements de fronts populaires des années 1930 – fut initialement très en vogue dans les *deux* parties de l'Europe, ce qui rappelle que 1945 n'a jamais vraiment été tout à fait le nouveau départ qu'on dirait parfois. Une espèce ou une autre de transformation

radicale était inévitable en Europe de l'Est. Tout retour à un passé discrédité était hors de question. Mais alors, par quoi le remplacer ? Le communisme a sans doute été la mauvaise solution, mais le dilemme auquel il répondait était bien réel.

À l'ouest, la perspective d'un changement radical fut écartée en douceur, notamment grâce à l'aide, et aux pressions, des Américains. L'attrait du programme du front populaire – et du communisme – s'estompa : dans les deux cas, il s'agissait de prescriptions pour temps difficiles et à l'Ouest, du moins après 1952, les temps n'étaient plus si difficiles. Ainsi oublia-t-on, au fil des décennies suivantes, les incertitudes de l'immédiat après-guerre. Mais la possibilité que les choses prennent un tour différent – à vrai dire, la probabilité qu'elles suivent un autre cours – avait paru très réelle en 1945 ; c'est pour empêcher le retour des vieux démons (chômage, fascisme, militarisme allemand, guerre et révolution) que l'Europe occidentale suivit la voie nouvelle qui nous est aujourd'hui familière. L'Europe post-nationale, pacifique et coopérative des États-providence n'est pas née du projet optimiste, ambitieux et progressiste que se plaisent de nos jours à imaginer rétrospectivement les Euro-idéalistes. Elle est la fille vulnérable de l'angoisse. À l'ombre de l'histoire, ses dirigeants mirent en œuvre des réformes sociales et créèrent de nouvelles institutions à vocation prophylactique, pour tenir le passé en respect.

Cela devient plus facile à saisir quand nous nous rappelons que les autorités du bloc soviétique étaient, au fond, engagées dans le même projet. Elles aussi étaient par-dessus tout soucieuses d'instaurer une barrière contre une rechute politique, même si, dans les pays sous régime communiste, cela devait se faire non pas tant par le progrès social que par l'application de la force physique. L'histoire récente fut réécrite – et les citoyens furent encouragés à l'oublier – en accord avec l'idée qu'une révolution sociale accomplie sous la houlette des communistes avait définitivement effacé non seulement les insuffisances du passé, mais aussi les conditions qui les avaient rendues possibles. Cette affirmation, on le verra, était aussi un mythe ; au mieux, une demi-vérité.

Mais le mythe communiste témoigne involontairement de l'importance, et de la difficulté, dans les *deux* moitiés de l'Europe, de gérer un héritage encombrant. La Première Guerre mondiale détruisit la vieille Europe ; la Seconde Guerre mondiale créa les conditions d'une Europe nouvelle. Mais après 1945, de longues décennies durant, l'Europe entière vécut dans la longue ombre portée par les dictateurs et les guerres de son passé immédiat. C'est là une des expériences que les Européens de la génération d'après-guerre partagent les uns avec les autres et qui les sépare des Américains, pour qui le *XX^e* siècle est porteur de leçons assez différentes et nettement plus optimistes. Et c'est le point de départ nécessaire pour quiconque cherche à comprendre

l'histoire européenne avant 1989 – et à apprécier combien les choses ont changé par la suite.

*

Dans son tableau de la vision tolstoïenne de l'histoire, Isaiah Berlin établit une distinction qui a fait école entre deux styles de raisonnement intellectuel, citant un vers fameux du grand poète grec Archiloque : « Le renard sait quantité de choses, le hérisson n'en sait qu'une seule de la plus haute importance. » Dans la terminologie de Berlin, ce livre n'est nullement un « hérisson ». Je n'ai pas de grande théorie de l'histoire contemporaine de l'Europe à proposer dans ces pages ; pas de thème général à exposer ; pas d'histoire unique, qui embrasserait tout, à raconter. Il ne s'ensuit pas, cependant, que l'histoire de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale n'aurait, de mon point de vue, aucune forme thématique. Bien au contraire : elle en a plus d'une. Tel le renard, l'Europe sait beaucoup de choses.

En premier lieu, c'est une histoire de réduction de l'Europe. Les États qui constituent l'Europe ne pouvaient plus aspirer, après 1945, à un statut international ou impérial. Les deux exceptions à cette règle – l'Union soviétique et, pour une part, la Grande-Bretagne – n'étaient toutes d'eux qu'à demi européennes à leurs propres yeux et en tout état de cause, à l'issue de la période relatée ici, elles aussi étaient considérablement réduites. Pour l'essentiel, le reste de l'Europe continentale avait été humilié par la défaite et l'occupation. Elle n'avait pas été capable de se libérer du fascisme par ses propres efforts ; pas plus qu'elle n'était capable, sans assistance, de tenir le communisme en respect. L'Europe d'après-guerre avait été libérée – ou enfermée – par des étrangers. Ce n'est qu'au prix d'un effort considérable et sur de longues décennies que les Européens reprirent leur destinée en mains. Dépouillés de leurs territoires d'outre-mer, les anciens empires maritimes de l'Europe (Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Belgique et Portugal) s'étaient tous rétrécis au fil de ces années-là jusqu'à se réduire à leurs noyaux européens, leur attention se trouvant ainsi redirigée vers l'Europe elle-même.

En deuxième lieu, les dernières décennies du XX^e siècle ont vu le dépérissement des « maîtres récits » de l'histoire européenne : les grandes théories de l'histoire du XIX^e siècle, avec leurs modèles de progrès et de changement, de révolution et de transformation, qui avaient alimenté les projets politiques et les mouvements sociaux qui déchirèrent l'Europe dans la première moitié du siècle. Une fois de plus, c'est une histoire qui ne prend tout son sens que sur une toile paneuropéenne : le déclin de la ferveur politique en Occident, si ce n'est au sein d'une élite intellectuelle marginalisée, s'est accompagné – pour des raisons très différentes – d'une perte de foi politique et d'un discrédit du marxisme officiel à l'Est. Certes, pendant une courte période, dans les années

1980, il put sembler que la *droite* intellectuelle pourrait orchestrer un retour autour du projet, lui aussi du XIX^e siècle, d'un démantèlement de la « société » et de l'abandon des affaires publiques à un marché sans entraves et à l'État minimaliste ; mais le spasme passa. Après 1989, l'Europe ne devait plus connaître de grand projet idéologique de gauche *ou* de droite – hormis la perspective de la liberté, qui était une promesse désormais accomplie pour la plupart des Européens.

En troisième lieu, et ce fut là un modeste substitut des défuntes ambitions du passé idéologique de l'Europe, est apparu tardivement – et largement, par hasard – le « modèle européen ». Né d'un assortiment éclectique de législation social-démocrate et démocrate-chrétienne et de l'extension institutionnelle, en crabe, de la Communauté européenne et de l'Union qui lui a succédé, il s'agissait d'une manière typiquement « européenne » de réguler les rapports sociaux et les relations interétatiques. Embrassant tout, des soins pédiatriques aux normes légales interétatiques, cette approche européenne représentait bien plus que les pratiques bureaucratiques de l'Union européenne et de ses États-membres ; au début du XXI^e siècle, elle était devenue une balise et un exemple pour ceux qui aspiraient à rejoindre l'UE ainsi qu'un défi global pour les États-Unis et la séduction rivale de l'*American Way of Life*.

Cette transformation tout à fait imprévue de l'Europe, d'expression géographique (passablement troublée, de surcroît) en un modèle de rôle et en aimant pour les individus comme pour les pays, fut un processus lent et cumulatif. Pour reprendre la paraphrase ironique qu'a donnée Alexandre Wat des illusions des hommes d'État polonais dans l'entre-deux-guerres, l'Europe n'était pas « condamnée à la grandeur ». Les circonstances de 1945, voire de 1975, n'auraient certainement pas permis de prédire son émergence sur ce plan. Cette nouvelle Europe n'avait rien d'un projet commun préconçu : personne n'entreprit de le faire valoir. Mais une fois qu'il devint clair, après 1992, que l'Europe *occupait* bien cette nouvelle place dans l'ordre des choses international, ses relations avec les États-Unis, en particulier, revêtirent un aspect différent – pour les Européens comme pour les Américains.

Tel est le quatrième thème entremêlé dans ce tableau de l'Europe d'après-guerre : ses relations compliquées et souvent mal comprises avec les États-Unis d'Amérique. Les Européens de l'Ouest souhaitaient que les États-Unis s'impliquassent dans les affaires européennes après 1945, mais ils s'offusquèrent aussi de cette immixtion et de ce qu'elle signifiait quant au déclin de l'Europe. De plus, malgré la présence américaine en Europe, surtout après 1949, les deux côtés de l'« Ouest » restèrent des lieux très différents. En Europe occidentale, la guerre froide suscita une réaction très différente de la réponse passablement alarmiste qu'elle provoqua aux États-Unis, et, on le verra, on exagère souvent l'« américanisation » de l'Europe qui s'ensuivit dans les années 1950 et 1960.

L'Europe de l'Est, bien entendu, voyait tout autrement l'Amérique et ses attributs. Mais là encore, il serait trompeur d'exagérer l'influence exemplaire des États-Unis sur les Européens de l'Est tant avant qu'après 1989. Des critiques dissidents dans les deux moitiés de l'Europe – Raymond Aron, en France, par exemple, ou Václav Havel en Tchécoslovaquie – prirent grand soin de rappeler qu'ils ne voyaient aucunement dans l'Amérique un modèle ou un exemple pour leurs sociétés. Et si une jeune génération d'Européens de l'Est, après 89, aspira un temps à une libéralisation de leurs pays sur le modèle américain, avec des services publics limités, des impôts peu élevés et un marché sans entraves, la mode n'a pas pris. Le « moment américain » de l'Europe appartient au passé. L'avenir des « petites Amériques » d'Europe de l'Est réside bel et bien en Europe.

Enfin, l'histoire de l'Europe d'après-guerre est une histoire voilée de silences, d'absence. Le continent européen était jadis une tapisserie complexe et entremêlée de langues, de religions, de communautés et de nations qui se chevauchaient. Nombre de ses villes – notamment les plus petites, à l'intersection des anciennes et nouvelles frontières impériales, comme Trieste, Sarajevo, Salonique Czernowitz, Odessa et Vilnius – étaient des sociétés, réellement multiculturelles avant la lettre, où catholiques, orthodoxes, musulmans, juifs et autres se côtoyaient dans une juxtaposition familière. Gardons-nous d'idéaliser cette vieille Europe. Ce que l'écrivain polonais Tadeusz Borowski a appelé « l'incroyable melting-pot, presque comique, de peuples et de nationalités qui grésillent dangereusement au cœur de l'Europe » était périodiquement déchiré par des émeutes, des massacres et des pogroms, mais il était réel et a laissé un vif souvenir.

Entre 1914 et 1945, cependant, *cette* Europe-là a été réduite en poussière. L'Europe plus rangée qui en est sortie, clignant des yeux, dans la seconde moitié du XX^e siècle, comptait beaucoup moins de fils perdus. Du fait de la guerre, de l'occupation, des ajustements de frontière, des expulsions et du génocide, tout le monde ou presque vivait désormais dans son pays, parmi les siens. Quarante années durant, après la Seconde Guerre mondiale, les Européens des deux moitiés de l'Europe vécurent dans des enclaves nationales hermétiques, où les minorités religieuses ou ethniques survivantes – les Juifs de France, par exemple – ne représentaient qu'un infime pourcentage de l'ensemble de la population et étaient profondément intégrés à la vie politique et culturelle dominante. Seules la Yougoslavie et l'Union soviétique – un empire, plutôt qu'un pays, et en tout cas partiellement européen seulement, on l'a dit – se tenaient en marge de cette nouvelle Europe d'ensembles homogènes.

Cette nouvelle présence d'« autres » vivants de l'Europe – peut-être quinze millions de musulmans dans l'UE telle qu'elle est actuellement constituée, par exemple, avec quatre-vingt millions d'autres en Bulgarie et en Turquie, qui

attendent d'y être admis – a mis en relief non seulement l'actuelle gêne de l'Europe devant la perspective d'une diversité toujours plus grande, mais aussi la facilité avec laquelle les « autres » morts du passé de l'Europe étaient sortis de leur esprit. Depuis 1989, il est apparu plus clairement qu'autrefois combien la stabilité de l'Europe d'après-guerre reposait sur l'œuvre accomplie par Joseph Staline et Adolf Hitler. Avec le concours de collaborateurs pendant la guerre, tous deux avaient dévasté la lande démographique sur laquelle furent ensuite posées les fondations d'un nouveau continent moins compliqué. Depuis les années 1980, cependant, et par-dessus tout depuis la chute de l'Union soviétique et l'élargissement de l'Union européenne, l'Europe est confrontée à un avenir multiculturel. Les réfugiés, les travailleurs immigrés, les ressortissants des anciennes colonies de l'Europe attirés vers la métropole impériale par la perspective d'emplois et de liberté, ainsi que les immigrés volontaires ou involontaires des États en faillite ou répressifs des marges élargies de l'Europe ont, ensemble, transformé Londres, Paris, Anvers, Amsterdam, Berlin, Milan et une douzaine d'autres villes en villes mondiales cosmopolites, que cela leur plaise ou non.

Cette déconcertante anomalie dans le récit lisse qu'on faisait de la marche de l'Europe vers les « vastes hauteurs baignées de soleil » de Winston Churchill fut largement passée sous silence dans les deux moitiés de l'Europe d'après-guerre, tout au moins jusque dans les années 1960, après quoi on ne devait habituellement l'invoquer qu'en référence à l'extermination des Juifs par les Allemands. À d'épisodiques exceptions controversées près, le dossier des autres bourreaux – et des autres victimes – devait rester clos. L'histoire et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale étaient typiquement confinées à un ensemble familier de conventions morales : le bien contre le mal, antifascistes contre fascistes, résistants contre collaborateurs, etc.

Depuis 1989 – avec le dépassement d'inhibitions enracinées de longue date –, il s'est révélé possible de reconnaître, non sans susciter parfois une opposition et des dénis virulents, le prix moral payé pour la renaissance de l'Europe. Polonais, Français, Suisses, Italiens, Roumains et autres sont aujourd'hui mieux à même de savoir – s'ils le souhaitent – ce qui s'est réellement produit dans leur pays il y a juste quelques petites décennies. Même les Allemands revisitent eux aussi l'histoire reçue de leur pays – avec des conséquences paradoxales. Désormais, pour la première fois depuis des décennies, c'est la souffrance *allemande* et la qualité de victime des *Allemands*, frappés par les bombes britanniques ou entre les mains des soldats russes et des tchèques qui les expulsèrent, qui retiennent l'attention. Les Juifs, suggère-t-on à nouveau timidement dans certains milieux respectables, ne furent pas les seules victimes...

Ces discussions sont-elles une bonne ou une mauvaise chose ? Le débat est ouvert. Toute cette remémoration publique est-elle un signe de santé politique ? Ou est-il parfois plus prudent d'oublier, ainsi que de Gaulle, parmi

d'autres, ne l'avait que trop bien compris ? Je reviendrai sur cette question dans l'Épilogue. Je me contenterai d'observer ici que ces tout derniers accès de rappel troublant ne doivent pas être compris – comme ils le sont parfois, notamment aux États-Unis, juxtaposés aux explosions contemporaines de préjugés ethniques ou raciaux – comme une preuve flagrante du Pêché originel de l'Europe : de son incapacité à tirer les leçons des crimes passés, de sa nostalgie amnésique, de sa propension toujours imminente à retourner à 1938. Ce n'est pas, pour citer Yogi Berra, « encore et toujours du déjà vu ».

L'Europe ne réintègre pas son passé troublé du temps de guerre. Bien au contraire, elle le quitte. L'Allemagne actuelle, comme le reste de l'Europe, est plus consciente de son histoire du XX^e siècle qu'elle ne l'a jamais été dans les cinquante dernières années. Mais cela ne veut pas dire qu'elle y *replonge*. Car cette histoire n'a jamais disparu. Comme je tâche de le montrer dans ces pages, la longue ombre de la Seconde Guerre mondiale continue de marquer pesamment l'Europe d'après-guerre. Toutefois, elle ne pouvait être pleinement reconnue. Le silence pesant sur le passé récent de l'Europe était la condition nécessaire de la construction d'un avenir européen. Aujourd'hui, dans le sillage des douloureux débats publics qui agitent tous les autres pays européens ou presque –, il paraît tant bien que mal légitime, en tout cas inévitable, que les Allemands se sentent enfin capables, eux aussi, de questionner ouvertement les canons d'une mémoire officielle bien intentionnée. Tout cela peut bien nous mettre mal à l'aise ; peut-être n'est-ce pas même de bon augure. Mais c'est une manière de tourner la page. Soixante ans après la mort de Hitler, sa guerre et ses conséquences entrent dans l'histoire. L'après-guerre en Europe aura duré très longtemps, mais il touche, enfin, à sa fin.